



La Commune



Une révolte populaire

Argentine - Etat de Santiago del Estero

D'une superficie égale au quart de la France, Santiago del Estero est une province de 800 000 habitants au Nord de l'Argentine. C'est l'une des plus pauvres du pays. Elle a été gouvernée durant des décennies par Carlos Juárez et sa famille. Ce vieux "caudillo" provincial du Parti Justicialiste (péroniste) gouvernait en s'appuyant sur un appareil répressif, combinant des aides à ses partisans et la répression contre ses opposants. "Nina" Juárez, son épouse octogénaire, fut élue gouverneur en 2002. En 2003, on a découvert les corps de deux jeunes filles assassinées, Leyla et Patricia. Les parents, avec le soutien des organisations de défense des Droits de l'Homme et des partis de gauche, ont organisé la mobilisation pour le châtimement des assassins, tous liés au pouvoir politique de la province.

Effondrement du pouvoir provincial

Une véritable rébellion populaire a sonné la dernière heure du régime de la province, jusqu'à le détruire. Cette révolte provinciale s'inscrit totalement dans le processus ouvert par le soulèvement des 19 et 20 décembre 2001 qui a mis à bas le président De la Rúa et ses successeurs immédiats. Le Parti Justicialiste, pilier du pouvoir dans cette province pendant des dizaines d'années, a commencé à se fissurer, et des dizaines de milliers d'habitants, qui l'avaient suivi des années durant, l'ont abandonné. Le gouvernement national du président Kirchner n'a pas trouvé d'autre moyen que d'envoyer un contrôleur dans la province, malgré le fait que Juárez soit son allié et qu'il ait appelé à voter pour lui quelques mois avant. Juárez, sa femme "Nina" gouverneur, Mussa Azar et les principaux chefs de la police se sont retrouvés en prison. De nombreux députés provinciaux du Parti Justicialiste les y ont rejoints. Le parlement provincial a été dissout et la quasi totalité des juges destitués. L'orientation du gouvernement Kirchner donnée au contrôleur Lanusse a consisté en deux points : recomposer les institutions bourgeoises et remettre sur pied le Parti Justicialiste en déconfiture afin de pouvoir contrôler la province.

Échec de l'intervention

Après huit mois de gestion de la province, le contrôleur Lanusse n'a pu atteindre cet objectif. La crise politique et institutionnelle continue. Le 21 septembre, la Cour suprême de justice (aux ordres de Kirchner) s'est vue obligée d'annuler le processus de réforme constitutionnelle et l'appel à une Assemblée constituante provinciale, deux mesures préconisées à la suite de l'intervention. Aujourd'hui, des élections pour le gouverneur et les députés provinciaux ont été convoquées pour le 20 février 2005, afin d'essayer de canaliser cette crise par la voie électorale, mais elle se poursuit.

Pour une Constituante

Dans le même temps qu'elle s'approfondit, un puissant mouvement de rupture est en cours parmi les travailleurs, les chômeurs, dans les quartiers les plus pauvres, avec ce qui fut pendant de nombreuses années leur parti, le péronisme. Des centaines et des milliers de ces camarades se sont tournés vers les assemblées et les locaux du mouvement "Teresa Vive" ⁱ et du Mouvement Socialiste des Travailleurs (Section de l'UIT-IVe Internationale) afin d'organiser la lutte pour leurs revendications. Le MST et "Teresa Vive" ont été au coeur de la lutte contre Juárez et ses acolytes, dénonçant l'intervention de l'État et exigeant une Assemblée Constituante libre et souveraine pour réorganiser la province au service des travailleurs et du peuple. Grâce à une politique révolutionnaire et à une orientation audacieuse, le MST, qui mobilisait 300 personnes au mois de mars, en mobilise aujourd'hui 5 000, dont 3 500 sont organisées de manière permanente.

La construction du MST

L'accroissement considérable du MST et de "Teresa Vive" s'explique par la rupture de secteurs de masse avec le Parti Justicialiste, à la recherche d'un canal pour exprimer la lutte des travailleurs, des paysans, des chômeurs et des secteurs populaires. Les camarades organisés au MST et à "Teresa Vive" fonctionnent en assemblées de base, dans les quartiers, qui discutent et décident de la politique et des actions qu'ils vont entreprendre. Il y a 120 assemblées, dans la capitale de la province, à La Banda (la deuxième ville de la province) et dans dix autres villes. Le MST et "Teresa Vive" dénoncent le fait qu'avec le contrôleur Lanusse la faim, le chômage et la misère ne trouvent pas d'issue. Les mesures prises par celui-ci n'ont rien résolu. La seule solution repose sur la construction de la Gauche par ses militants, pour qu'à Santiago et dans toute l'Argentine gouvernent les travailleurs et le peuple.

Modifié le jeudi 23 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Argentine



« La victoire de la légalisation de l'avortement renforce toutes les luttes de genre »

Le 30 décembre dernier, la légalisation de l'avortement, qui a été l'objet d'une lutte acharnée des femmes argentines depuis des décennies, a été votée par le Sénat argentin. C'est une... »



Alternativa Socialista 775

Tareas para el año que comienza Las dos crisis. Para hacer un balance del año que termina no puede pasarse por alto que estuvo marcado por dos crisis de magnitud histórica. La sanitaria... »

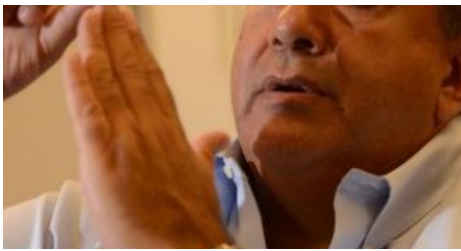


Le vent de la révolution souffle sur le monde

La situation mondiale vit un changement évident, avec des explosions, des révoltes et des révolutions. Ses causes, ses caractéristiques, ses défis. »



Réforme des retraites en Argentine : le bras de fer



En décembre, la situation était extrêmement tendue en Argentine. La mobilisation contre la réforme des retraites a provoqué de violents affrontements à Buenos Aires entre la police et les... >>



Élections en Argentine : La déroute du péronisme et les perspectives du MST

Le 22 octobre 2017, après les primaires du mois d'août, quelque 33,1 millions de citoyens ont été convoqués à des élections législatives partielles afin de remplacer, pour quatre ans, 127... >>



Le mouvement vers la grève générale

Les statistiques indiquent une amorce de reprise économique en Argentine mais, dans la rue, la tension sociale s'accroît en raison d'une inflation à 40 % : Des dizaines de milliers d'Argentins... >>
